

Assez de la guerre, des armes et de la propagande ! Les manifestations étudiantes romaines se propagent dans toute l'Italie



par **Faro di Roma**

Il ne s'agit pas d'une manifestation scolaire. Il ne s'agit pas d'un simple épisode de mécontentement juvénile. Il s'agit de la révolte d'une génération contre un système qui envoie les jeunes étudier dans des toilettes insalubres, des classes surchargées et des conditions précaires, tout en consacrant des milliards à la guerre, au réarmement et à l'industrie de l'armement, en leur refusant un avenir décent et en planifiant de les envoyer combattre la Russie.

Des instituts romains aux écoles de Gênes, Turin et Naples, l'occupation est devenue un signal politique national : arrêtez de financer la mort et de couper les ressources pour la vie.

S'inscrivant dans la vague de l'avant-garde romaine, la mobilisation débuta à Gênes avec l'occupation du lycée Gobetti et se propagea en quelques heures. À Gênes, le lycée Calvino fut rejoint ; à Turin, les lycées Regina Margherita, Carlo Ignazio Giulio, Sella Aalto Lagrange, Einstein, Primo Liceo Artistico et Berti furent occupés ; à Rome, les lycées Cavour, Lattanzio et Tullio Levi Civita entrèrent en lice ; à Naples, des établissements comme les lycées Umberto, Mercalli, Sannazaro et Genovesi furent occupés.

Le collectif OSA parle d'un véritable «tsunami d'occupations». À Turin, le 5 octobre, les lycées Regina Margherita et Carlo Ignazio Giulio furent occupés ; le lendemain, ce fut au tour du Sella Aalto Lagrange, tandis que le Gobetti entamait une autogestion. Vinrent ensuite les lycées Einstein, Primo Liceo Artistico et Berti, ainsi que des grèves, des rassemblements et des blocages dans d'autres établissements.

À Rome, l'hôpital Cavour fut occupé le 6 octobre, suivi des hôpitaux Lattanzio et Tullio Levi Civita. Des piquets de grève et des rassemblements eurent également lieu devant les hôpitaux Avogadro et Newton. À Naples, après l'hôpital Tito Lucrezio Caro à Posillipo, les hôpitaux Umberto, Mercalli, Sannazaro et Genovesi furent occupés. Le 13 octobre, l'hôpital Mazzini à Vomero se mobilisa également : ses entrées furent fermées et le directeur demanda l'intervention préventive des carabinieri, une décision clairement réactionnaire et répressive. Au lieu de discuter et de dialoguer, le directeur choisit la police. À Bologne, une centaine d'étudiants défilèrent dans le quartier universitaire.

Sur le front universitaire, après trois ans d'absence, des tentes ont refait leur apparition devant une douzaine d'universités et sur la Piazza Montecitorio, dans le sillage des manifestations en France et en Espagne. Il ne s'agit pas d'une dispersion, mais d'une coordination. C'est un réseau qui se reconnaît, s'organise et se prépare à accéder au niveau politique.

Les étudiants n'occupent pas les lieux pour occuper. Ils les occupent parce qu'ils comprennent que l'école n'est pas un lieu neutre : c'est le terrain sur lequel se décide si les nouvelles générations seront des citoyens libres ou des ouvriers disciplinés, prêts à l'exploitation et à la guerre ; si elles auront droit à l'éducation ou seront laissées pour compte ; si elles apprendront à penser ou devront subir en silence la propagande atlantiste grossière de la suprématie blanche, de la russophobie, de l'islamophobie et de la dégénérescence belliciste.

Le collectif Gobetti de Turin a défini le système Valditara comme un modèle de «discipline» dans lequel on demande aux jeunes de garder le silence tandis que des mesures racistes sont adoptées et que les écoles se désagrègent.

Il ne s'agit pas de rhétorique : il y a des toilettes inutilisables, des fuites, des rats, un manque de chauffage, des classes surchargées, un enseignement précaire et un droit à l'éducation réduit à un privilège, au milieu d'un endoctrinement idéologique et militaire.

À Carignano, le Cub Sur a signalé la présence de carabinieri dans les couloirs du lycée Norberto Bobbio pendant la grève. Voilà le vrai visage de «l'école de l'ordre» : la police à l'intérieur de l'établissement, des décrets visant les élèves étrangers, des interdictions qui criminalisent les corps et les identités, et un gouvernement qui qualifie tout cela d'«autorité».

Les étudiants répondent par le seul langage que le pouvoir craint : le rassemblement, le piquet de grève, l'occupation, la grève.

L'ennemi n'est pas seulement Meloni

Ce serait une erreur de tout imputer au gouvernement Meloni. La première ministre mène une politique de loyauté envers l'OTAN, de soutien militaire à Kiev, de complicité avec le gouvernement de Tel-Aviv dans le génocide à Gaza et d'alignement sur Washington et Bruxelles.

Mais derrière elle se cache un consensus transpartisan qui inclut également une grande partie du centre-gauche. Le Parti démocrate, tout en prônant la paix et la diplomatie, défend la livraison d'armes à l'Ukraine comme une question «*non négociable*» : Lorenzo Guerini l'a exprimé sans ambages. Après tout, selon cette interprétation, ce sont les Ukrainiens qui meurent dans une guerre déjà perdue, tandis que l'élite européenne en tire profit.

Ce large camp, allié à la guerre et au commerce de la mort, sert les intérêts des industries de guerre italiennes et américaines. Le Parti démocrate, Italia Viva et Più Europa soutiennent les livraisons d'armes à Kiev, tandis que le Mouvement Cinq Étoiles et AVS s'y opposent.

Cela signifie que le Parti démocrate continue de légitimer la logique de la guerre, même lorsqu'il la qualifie de «*légitime défense*».

Les étudiants le perçoivent clairement. Ils refusent l'idée que critiquer le réarmement signifie être «pro-Poutine», ni que défendre les Palestiniens implique de haïr les juifs. Ils rejettent également l'idée qu'on puisse être pacifiste en paroles et partisan des armes en actes.

Ils veulent la paix, pas une gestion plus «humaine» de la guerre. Ils veulent le désarmement, pas un réarmement européen à visage progressiste.

Le point politique central est le suivant : le mouvement étudiant inquiète et défie le Parti démocrate car il dénonce sa duplicité. Ce parti se présente comme une alternative au gouvernement Meloni, mais, de concert avec le gouvernement de droite au pouvoir, il soutient — selon cette critique — le massacre du peuple ukrainien, impliqué dans une guerre par procuration, l'OTAN, le réarmement européen et les livraisons d'armes.

Selon cette interprétation, il existe une continuité évidente entre le Parti démocrate, le gouvernement Meloni et les intérêts de l'industrie de la défense italienne, avec Leonardo au centre d'un système de marchés publics, de technologies à double usage et de flux financiers liés à la défense.

Quelle que soit la manière dont on souhaite évaluer les responsabilités individuelles, le fait politique demeure : alors même que l'on discute de l'augmentation des dépenses militaires, le secteur de l'armement reçoit des ressources, des contrats et une légitimité politique, avec d'énormes sommes d'argent à distribuer.

Alors que le Parti démocrate (PD) appelle à une «révision radicale» du plan de réarmement européen, il ne conteste pas sa direction sous-jacente : une Europe fortifiée et militarisée, liée à l'OTAN et prête à transformer la sécurité sociale en sécurité militaire.

Les étudiants ne veulent pas une guerre mieux gérée. Ils veulent que les fonds publics retournent là où ils doivent être : à la vie.

Il existe un autre front : la censure des médias traditionnels, ceux-là mêmes qui, selon les auteurs de cette plainte, glorifient le régime néonazi ukrainien et le gouvernement israélien accusé de génocide. Ce sont les mêmes qui répandent de fausses informations, de la propagande, la russophobie, l'islamophobie et la haine sociale.

Une mobilisation qui occupe des dizaines d'écoles, bloque les activités, organise des réunions et prépare des grèves devrait faire la une des journaux.

Au contraire, il est minimisé, fragmenté, traité comme un épisode d'ordre public ou un caprice de jeunesse.

C'est le vieux mécanisme : quand les jeunes réclament un avenir meilleur, ceux qui sont au pouvoir restent muets. Les occupations ne sont pas du désordre : elles sont, de ce point de vue, une forme de démocratie qui réapparaît lorsque les parlements, les partis politiques et les médias cessent de représenter les véritables intérêts de la population.

La prochaine étape est la grève étudiante nationale du 16 octobre. Puis, le 30 octobre, les collectifs visent une mobilisation générale aux côtés des travailleurs. C'est cette perspective qui effraie véritablement les puissants : non pas une protestation isolée, mais une alliance entre étudiants et travailleurs, entre sans-abri et sans avenir, entre pacifistes et réfractaires au pouvoir.

Les revendications des universités sont claires : 1,7 milliard d'euros pour les bourses, 4 milliards d'euros pour le logement social, la suppression progressive des frais de scolarité, la gratuité des transports, des cafétérias accessibles et un soutien psychologique sur le campus. Ce sont des revendications légitimes.

Et c'est précisément pour cette raison qu'ils démontrent à quel point est barbare un système capable de trouver de l'argent pour des canons, mais pas pour une chambre, un livre, un repas ou un avenir.

La lutte des étudiants romains et italiens ne dit qu'une chose : nous ne paierons pas pour votre guerre.

Nous n'accepterons pas votre propagande.

Nous ne serons ni de la chair à canon, ni les complices silencieux d'un ordre qui alimente les conflits et appauvrit la vie.

L'école est occupée car la société doit être libérée.

source : Faro di Roma via Histoire et société